

Maisons-Alfort, le 13 août 2013

LE DIRECTEUR GENERAL

AVIS

de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à la demande d'équivalence de la substance active diméthoate d'origine Sharda

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a accusé réception d'un dossier de demande d'équivalence de la substance active diméthoate d'origine Sharda par rapport à l'origine de référence européenne Cheminova.

Conformément au code rural et de la pêche maritime, l'avis de l'Anses relatif à l'évaluation des demandes d'équivalence de produits phytopharmaceutiques est requis.

Après évaluation de la demande, réalisée par la Direction des Produits Réglementés, avec l'accord d'un groupe d'experts du Comité d'experts spécialisé "Produits phytopharmaceutiques : substances et préparations chimiques", l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail émet l'avis suivant.

Le diméthoate est une substance active approuvée au titre du règlement (CE) n°1107/2009¹ pour laquelle le Royaume-Uni est l'Etat Membre Rapporteur.

Cette demande concerne une nouvelle origine, évaluée en référence à l'origine Cheminova reconnue au niveau européen et selon le document guide européen Sanco/10597/2003 rev.10.1.

La pureté de la substance active est de 995 g/kg.

Cette demande a été évaluée et jugée équivalente par l'Etat Membre Rapporteur. Elle a fait l'objet d'une évaluation communautaire selon l'article 38 du règlement (CE) n°1107/2009 et a été jugée acceptable.

En conséquence, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail émet un avis favorable à la demande d'équivalence n° 2013-0763 spe présentée par Sharda pour la substance active diméthoate.

Marc MORTUREUX

Mots-clés : diméthoate, Sharda, SSPE

¹ Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.